

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/N/USA/80  
29 août 2011

(11-4235)

---

Comité de l'agriculture

Original: anglais

## NOTIFICATION

La communication ci-après, datée du 12 août 2011, est distribuée à la demande de la délégation des **États-Unis**. La notification révisée concerne les engagements en matière de soutien interne (**tableau DS:1** et tableaux explicatifs pertinents) pour la campagne de commercialisation **2009**.

SOUTIEN INTERNE: États-Unis

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: campagne de commercialisation 2009

Mesure globale du soutien totale courante

Niveau d'engagement concernant la MGS totale pour la période en question		Monnaie	MGS totale courante
(d'après la Section I de la Partie IV de la Liste)		(d'après la Section I de la Partie IV de la Liste)	(d'après les tableaux explicatifs ci-joints)
		2	3
2009	19 103,294	Millions de \$EU	4 267,032

## SOUTIEN INTERNE: États-Unis

## PÉRIODE CONSIDÉRÉE: Exercice budgétaire 2009 (sauf comme indiqué)

*Mesures exemptées de l'engagement de réduction - "Catégorie verte"*

Organisme et programme, par mesure et par type (certains noms d'organismes ont changé)	Dépenses (millions de \$) <sup>1</sup>	Description du programme
<b>a) Services de caractère général</b>	<b>13 604</b>	
Service de la recherche agricole (ARS)		Recherche et consultation. Collecte, mise à jour et diffusion d'informations.
Recherche agricole	1 134	Assume les fonctions de la Bibliothèque nationale de l'agriculture.
Bâtiments et installations	44	Recherche sur un large éventail de sujets, parmi lesquels la conservation des sols et des ressources en eau,
Fonds divers	22	les sciences végétales et animales, la nutrition humaine et les systèmes agricoles intégrés.
Institut national de l'alimentation et de l'agriculture (NIFA)		Ancien Service de recherche, de vulgarisation et d'enseignement en coopération avec les États (CSREES). Rebaptisé Institut national de l'alimentation et de l'agriculture (NIFA) à compter de l'exercice budgétaire 2009 en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).
Activités de recherche et d'enseignement	638	Recherche. Octroi de dons aux établissements de recherche agricole des États. Participation à la planification, en coopération avec les établissements de recherche des États.
Activités intégrées	63	Financement de programmes de dons intégrés pour la recherche, l'enseignement et la vulgarisation.
Activités de vulgarisation	467	Consultation. Participation à un système de vulgarisation au niveau des États, dans le domaine de l'enseignement appliqué, de l'information et du transfert de technologie.
Recherche-développement concernant la biomasse	14	Financement de projets de recherche-développement susceptibles de déboucher sur la fabrication de produits industriels d'origine biologique. Géré conjointement par le Département de l'agriculture et le Département de l'énergie des États-Unis. Autorisé en vertu de la Loi de 2000 sur la recherche-développement concernant la biomasse (Titre III, PL 106-224); prorogé en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246). (Auparavant administré par le Service des coopératives et des entreprises rurales)
Service de promotion des coopératives et des entreprises rurales (RBCD)		
Dons pour le développement des coopératives rurales	27	Octroi de dons à des entreprises et établissements d'enseignement supérieur à but non lucratif pour financer des centres de développement de nouvelles coopératives et améliorer le fonctionnement des coopératives existantes (PL 104-127); et octroi de dons pour les activités de commercialisation à valeur ajoutée en faveur des coopératives reconduit en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).
Programme concernant l'énergie en zone rurale (anciennement Programme pour les énergies renouvelables)	27	Octroi de prêts, garanties de prêts et dons directs aux agriculteurs, aux éleveurs et aux petites entreprises rurales pour acquérir des systèmes faisant appel aux énergies renouvelables et procéder à des améliorations en matière de rendement énergétique. Reconduit par la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).
Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS)		
Salaires et frais <sup>2</sup>	1 163	Inspection et lutte contre les parasites et les maladies.
Bâtiments et installations	3	Protection des ressources animales et végétales contre les parasites destructeurs et les maladies.
Fonds divers	17	

Organisme et programme, par mesure et par type (certains noms d'organismes ont changé)	Dépenses (millions de \$) <sup>1</sup>	Description du programme
Programmes des États pour l'agriculture		
Dépenses pour l'exercice budgétaire, nettes de taxes et de redevances <sup>3</sup>	4 302	Les gouvernements des États fournissent un certain nombre de services généralement disponibles. Sont couvertes la vulgarisation, la commercialisation et la recherche. Sont exclus les programmes de crédit mis en place par les États. Le montant indiqué est net des taxes et redevances perçues auprès des producteurs pour divers services.
Administration de l'Inspection des grains, des entreprises de conditionnement et des entrepôts (GIP&S)		Commercialisation et inspection. Établissement de normes.
Salaires et frais	40	Inspection officielle et mise en œuvre du système de normes régissant la commercialisation. Surveillance et enquêtes aux fins de la protection des producteurs et des consommateurs contre les pratiques commerciales déloyales.
Service de la sécurité sanitaire et de l'inspection des aliments (FSIS)		Contrôle de la sécurité sanitaire et inspection.
Salaires et frais	956	Inspection sur place aux fins de la vérification de la qualité des viandes et des volailles et de l'exactitude de l'étiquetage.
Inspection et classement par qualité des produits agricoles	7	
Service de la commercialisation des produits agricoles (AMS)		Commercialisation.
Services de commercialisation	87	Élaboration de normes relatives à la commercialisation, information et inspection.
Versements aux États et aux possessions des États-Unis	14	Octroi de dons aux États pour des projets destinés, par exemple, à améliorer l'information en matière de commercialisation ou à élaborer des normes de classement par qualité.
Fonds créé au titre de la Loi sur les denrées agricoles périssables	10	Utilisation de droits de licence pour intenter des actions en justice visant des pratiques commerciales déloyales à l'égard des acheteurs.
Frais et remboursements, inspection et classement par qualité des produits agricoles (anciennement fonds divers)	148	Les services de classement par qualité et de certification sont fournis contre paiement d'une redevance.
Agence de gestion des risques (RMA)		
Dépenses administratives et de fonctionnement de l'Agence	73	Fonds pour la gestion du Programme fédéral d'assurance-récolte
Remboursements des dépenses administratives et de fonctionnement des assureurs	1 602	Remboursements de certaines dépenses administratives et de fonctionnement des compagnies d'assurance fournissant l'assurance-récolte fédérale.
Bénéfices techniques versés aux assureurs	810	Bénéfices techniques versés aux compagnies d'assurance au titre de l'Accord de réassurance type.
Bureau de l'économiste principal		
Bureau des perspectives de l'agriculture mondiale (WAOB)	5	Recherche et consultation. Information économique sur la situation et les perspectives concernant l'offre de produits agricoles et les prix. Dépenses incluses dans les autres dépenses au titre des activités de l'Exécutif après 1994.
Service de la recherche économique (ERS)		Recherche et consultation.
Service de la recherche économique	80	Recherche et analyse économiques pour le public, le Congrès et l'exécutif.
Service national de la statistique agricole (NASS)		Recherche et consultation.
Service national de la statistique agricole	145	Fourniture d'estimations officielles concernant l'utilisation des ressources, la production et les prix des produits agricoles.

Organisme et programme, par mesure et par type (certains noms d'organismes ont changé)	Dépenses (millions de \$) <sup>1</sup>	Description du programme
Agence des services pour l'agriculture (FSA) et Service de la conservation des ressources naturelles (NRCS) <sup>4</sup>		
Assistance technique pour programmes de conservation	814	Vulgarisation, consultation et formation. Les organismes relevant du Département de l'agriculture des États-Unis fournissent divers services techniques pour aider les producteurs à participer aux programmes environnementaux et de conservation tels que le programme de mise en réserve de terres fragiles (CRP), le programme de promotion de la qualité de l'environnement et le programme de protection de zones humides.
Service de la conservation des ressources naturelles (NRCS)		Consultation.
Activités de conservation	840	Afin de promouvoir la conservation des sols et des ressources en eau, le NRCS fournit une assistance technique, réalise des études des sols et évalue les facteurs d'érosion (activité précédemment déployée par le SCS).
Conservation et mise en valeur de ressources	51	Aide apportée aux particuliers et aux localités pour l'élaboration de plans à l'échelle d'une zone pour la conservation et la mise en valeur de ressources. Quelques versements au titre du partage des coûts avant 1994.
Service agricole étranger (FAS)	1	La Loi sur le redressement et le réinvestissement en Amérique (ARRA) de 2009 a reconduit et modifié le Programme d'aide à l'ajustement commercial (TAA) en faveur des agriculteurs. Les producteurs de groupes de produits dont il a été déterminé qu'ils ont subi des pertes sous l'effet de la concurrence d'importations pendant la période comprise entre le 1 <sup>er</sup> octobre 2008 et le 31 décembre 2010 pouvaient demander à recevoir gratuitement une information, une assistance technique, et un soutien pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'ajustement des entreprises.
<b>b) Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire</b>	<b>0</b>	
<b>c) Aide alimentaire intérieure</b>	<b>78 796</b>	
Service de l'alimentation et de la consommation (FCS)		
Administration des programmes nutritionnels (anciennement Administration des programmes alimentaires)	143	Administration des programmes alimentaires permettant à des personnes à faible revenu, y compris les enfants, de bénéficier de régimes alimentaires plus nutritifs.
Programme d'aide nutritionnelle supplémentaire (SNAP) (anciennement Programme de bons d'alimentation)	55 604	Octroi d'une aide financière à des personnes à faible revenu afin de leur permettre d'acheter des produits alimentaires nutritifs. (Rebaptisé Programme d'aide nutritionnelle supplémentaire (SNAP) à compter de l'exercice budgétaire 2009 en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246)).
Programmes de nutrition pour enfants	15 252	Dons en espèces ou en nature destinés à aider des enfants à bénéficier d'une alimentation suffisante. Comprend, entre autres, le programme laitier spécial, le programme des cantines scolaires et le programme pour les enfants sans foyer.
Programme spécial de complémentation alimentaire pour femmes, nourrissons et enfants (WIC)	6 480	Compléments alimentaires destinés à améliorer la santé des mères, des nourrissons et des jeunes enfants à faible revenu.
Programme d'aide concernant les produits alimentaires (CAP)	369	Regroupement de programmes auparavant distincts: programme de complémentation alimentaire, programme d'aide alimentaire d'urgence, programme d'assistance pour les réserves indiennes et les îles du Pacifique et programme de nutrition pour personnes âgées.

Organisme et programme, par mesure et par type (certains noms d'organismes ont changé)	Dépenses (millions de \$) <sup>1</sup>	Description du programme
Service de la commercialisation des produits agricoles (AMS) Article 32	948	Financement des achats de produits distribués aux personnes à faible revenu, y compris les enfants et les personnes âgées, dans le cadre des programmes alimentaires du FCS susmentionnés.
<b>d) Soutien du revenu découplé</b>	<b>6 176</b>	
Agence des services pour l'agriculture (FSA) Versements directs:	5 222	Versements aux producteurs et aux propriétaires terriens en fonction de la superficie cultivée et de la production au cours d'une période de base antérieure, comme défini dans la Loi sur l'agriculture de 2002 (PL 107-171) et reconduit en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL110-246).
Rachat des contingents de tabac	953	Rachat des contingents de ventes dans le cadre du programme de soutien des prix du tabac, auquel il a été mis fin en vertu des dispositions de la Loi de 2004 sur une réforme juste et équitable de l'aide au tabac (Titre VI, PL 108-357). Les paiements sont financés par le biais de prélèvements imposés aux fabricants et aux importateurs de produits du tabac. La loi a également mis fin au soutien des prix du tabac et des revenus générés par ce produit à la fin de la campagne de commercialisation 2004.
<b>e) Programmes de garantie des revenus et programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus</b>	<b>0</b>	Note: Tous les programmes d'assurance-revenu sont inclus dans le tableau explicatif DS:9 sous l'entrée consacrée aux programmes d'assurance-récolte du Département de l'agriculture.
<b>f) Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles</b>	<b>98</b>	
Agence des services pour l'agriculture (FSA) Programme d'aide pour les pertes de récoltes non assurées (NAP, campagne agricole)	95	En vertu de la Loi fédérale de 1994 portant réforme du système d'assurance des récoltes (PL 103-354), les agriculteurs dont les récoltes ne sont actuellement pas assurables au titre d'autres programmes recevaient des indemnités si le Département de l'agriculture déterminait que les pertes de rendement subies avaient été supérieures à 35 pour cent pour la zone et supérieures à 50 pour cent pour l'exploitation elle-même. Les dispositions relatives aux pertes de production par zone ont été supprimées conformément à l'article 109 de la Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles (PL 106-224). Les dispositions relatives aux pertes de production supérieures à 50 pour cent au niveau du producteur sont toujours en vigueur.
Prêts d'urgence <sup>5</sup>	3	Les prêts d'urgence fournissent un financement d'urgence et une assistance technique aux agriculteurs et aux grands éleveurs visant à réhabiliter les terres agricoles endommagées par des catastrophes naturelles et afin d'appliquer des mesures de conservation des ressources en eau en période de grande sécheresse.
<b>g) Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes incitant les producteurs à cesser leurs activités</b>	<b>0</b>	
<b>h) Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes de retrait de ressources de la production</b>	<b>0</b>	

Organisme et programme, par mesure et par type (certains noms d'organismes ont changé)		Dépenses (millions de \$) <sup>1</sup>	Description du programme
<b>i)</b>	<b>Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement</b>	<b>120</b>	
Agence des services pour l'agriculture (FSA)			
	Programmes de crédit agricole <sup>5</sup>	116	Ce programme comprend i) des crédits à court et à long terme octroyés à des taux d'intérêt préférentiels et ii) des garanties de prêts privés. Peuvent en bénéficier (selon des critères clairement définis dans la réglementation) les propriétaires exploitants d'exploitations familiales en situation de désavantage structurel (qui ne peuvent pas obtenir de crédits ailleurs).
	Dons pour la médiation accordés aux États	4	Dons accordés aux États, en faveur d'agriculteurs ayant des difficultés à rembourser leurs emprunts. Cette aide doit être fournie dans le cadre du programme de médiation de prêts agricoles certifiés.
<b>j)</b>	<b>Versements au titre de la protection de l'environnement</b>	<b>4 419</b>	
Commodity Credit Corporation (CCC) et Service de la conservation des ressources naturelles (NRCS)			
	Programme de mise en réserve de terres fragiles	2 036	Réduction de l'érosion des sols et autres avantages environnementaux prévus dans le cadre d'accords de location d'une durée de dix ans visant à établir des cultures de couverture permanentes sur les terres cultivables.
Agence des services pour l'agriculture (FSA)			
	Programme de conservation d'urgence	71	Contribution au financement de mesures de conservation d'urgence nécessaires à la réhabilitation de terres agricoles endommagées par des catastrophes naturelles.
Service de la conservation des ressources naturelles (NRCS)			
	Programme d'aide à la gestion agricole	7	Aide à coûts partagés pour les pratiques de conservation qui améliorent la gestion des ressources en eau, la qualité de l'eau et la lutte contre l'érosion. Reconduit en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).
	Programme de gestion des ressources (remplace l'ancien Programme de conservation et de protection)	283	Versements pour les pratiques de gestion structurelle et de gestion des sols qui répondent à des préoccupations en matière de ressources. Autorisé en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).
	Programme de mise en réserve des superficies en herbe	48	Contrats ou servitudes à long terme visant à reconstituer et préserver les superficies en herbe. Reconduit en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).
	Programme de protection de zones humides	431	Conservation et réhabilitation de zones humides dans le cadre d'accords à long terme. Les agriculteurs doivent mettre en œuvre un plan de conservation et réduire la superficie de base cultivée. Financement transféré au NRCS en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2002 (PL 107-171).
	Programme de promotion de l'habitat de la faune	85	Assistance technique et aide à coûts partagés aux propriétaires fonciers en vue de promouvoir l'habitat de la faune d'altitude et des zones humides, des espèces menacées d'extinction, des poissons et d'autres animaux sauvages. Les fonds sont fournis par la CCC dans le cadre de contrats de cinq à dix ans ( <i>Public Law</i> 104-127, Titre III).

Organisme et programme, par mesure et par type (certains noms d'organismes ont changé)	Dépenses (millions de \$) <sup>1</sup>	Description du programme
Programme de protection des terres agricoles (anciennement Programme de protection des terres de culture et d'élevage)	121	Élaboration de plans de conservation et acquisition de servitudes par des organismes d'État, tribaux ou locaux, pour protéger les couches arables en en limitant la conversion à des utilisations non agricoles. Les plans de conservation doivent être mis en œuvre au cours des 30 années ou plus de la durée de la servitude. Autorisé en vertu de la Loi sur l'agriculture de 1996 (PL 104-127) et rebaptisé par la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).
Programme de promotion de la qualité de l'environnement (EQIP)	1 337	Programme visant à encourager les agriculteurs et les éleveurs à adopter des techniques réduisant les problèmes d'environnement et de ressources. La moitié des fonds sont destinés aux techniques d'élevage. Autorisé en vertu de la Loi sur l'agriculture de 1996 (PL 104-127) et reconduit par la Loi sur l'agriculture de 2002 (PL 107-171) et la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246). Comprend les dépenses au titre du Programme concernant le bassin du Klamath et le Programme de mise en valeur des ressources hydriques agricoles (anciennement Programme relatif aux eaux souterraines et de surface) qui étaient auparavant comptabilisées séparément.
<b>k) Versements au titre de programmes d'aide régionale</b>	<b>0</b>	
<b>l) Autres</b>	<b>0</b>	
<b>Total général</b>	<b>103 214</b>	

<sup>1</sup> Dépenses par exercice budgétaire, sauf indication contraire. Les dépenses sans lien direct avec le soutien interne à l'agriculture de production ont été exclues des tableaux relatifs au soutien interne des États-Unis. Les salaires, les traitements et les frais administratifs ont été exclus, sauf quand ces dépenses reflètent le niveau des services fournis à l'agriculture.

<sup>2</sup> Comprend 351 millions de dollars pour des programmes de gestion des parasites et maladies.

<sup>3</sup> Les données relatives aux dépenses des États pour l'agriculture ne sont pas encore disponibles dans le Censuses of Governments relatif à l'exercice 2009 en raison d'un délai dans la communication des données. De nouvelles données seront disponibles fin 2011.

<sup>4</sup> Dans le cadre de l'assistance technique, les organismes du Département de l'agriculture expliquent et déterminent les conditions à remplir pour bénéficier des programmes de conservation, contribuent à l'élaboration de divers plans de conservation et à l'adoption de pratiques agréées, fournissent des renseignements et une aide en matière de formation et engagent des consultations avec les universités et avec d'autres organismes gouvernementaux. Précédemment comptabilisées en tant que postes à part entière, l'Assistance technique pour programmes de conservation du NRCS est à présent comptabilisée dans les Activités de conservation et l'assistance technique de la FSA pour le CRP est comptabilisée dans le poste CRP. Les programmes environnementaux du NRCS comprennent aussi des dépenses d'assistance technique.

<sup>5</sup> Chiffres obtenus en faisant la différence entre les taux d'intérêt des prêts de la FSA à l'agriculture et les taux d'intérêt commerciaux, multipliée par la valeur des prêts consentis au cours de l'année. Ces chiffres prennent également en compte les dépenses budgétaires correspondant aux pertes reconnues sur des garanties de prêts de la FSA. Les programmes appliqués dans le cadre du Système de crédit agricole (FCS) ne sont pas pris en compte car les prêts consentis ne sont pas subventionnés. La Loi de 1986 portant modification du Système de crédit agricole interdit au FCS de pratiquer des prix inférieurs à ceux de la concurrence. Les taux d'intérêt du FCS sont supérieurs aux taux commerciaux, après ajustement des taux annoncés, compte tenu de l'obligation faite aux emprunteurs d'acheter des parts sans compensation.

#### Références des Public Laws:

*Public Law* n° 103-354, Loi fédérale de 1994 portant réforme du système d'assurance des récoltes et réorganisation du Département de l'agriculture (4 octobre 1994).

*Public Law* n° 104-127, Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture (4 avril 1996).

*Public Law* n° 106-224, Loi de 2000 sur la protection contre les risques agricoles, Titre I, assurance des récoltes, article 109, et Titre III, Loi sur la recherche-développement concernant la biomasse (22 juin 2000).

*Public Law* n° 107-171, Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (13 mai 2002).

*Public Law* n° 108-357, Loi de 2004 sur la création d'emplois, Titre II, Loi de 2004 sur une réforme juste et équitable de l'aide au tabac (22 octobre 2004).

*Public Law* n° 110-28, Loi de 2007 portant ouverture de crédits pour la préparation des troupes des États-Unis, la prise en charge des anciens combattants, la reconstruction après Katrina et la responsabilité en Iraq (25 mai 2007).

*Public Law* n° 110-246, Loi de 2008 sur l'alimentation, la conservation et l'énergie (18 juin 2008).

*Public Law* n° 111-5, Loi de 2009 Loi sur le redressement et le réinvestissement en Amérique (17 février 2009).



## SOUTIEN INTERNE: États-Unis

## PÉRIODE CONSIDÉRÉE: campagne de commercialisation 2009

Calcul de la mesure globale du soutien totale courante

Désignation des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS calculée (Millions de \$)	Valeur de la production		MGS totale courante (Millions de \$)
		Montant <sup>1</sup> (Millions de \$)	5% de la valeur (Millions de \$)	
1	2	3	4	5
Orge	19,530	972,173	48,609	<sup>2</sup>
Canola	0,056	238,932	11,947	<sup>2</sup>
Maïs	119,066	46 734,066	2 336,703	<sup>2</sup>
Coton	148,273	4 457,998	222,900	<sup>2</sup>
Produits laitiers	3 008,591	24 477,390	1 223,870	3 008,591
Pois secs	2,518	152,282	7,614	<sup>2</sup>
Graines de lin	0,211	60,373	3,019	<sup>2</sup>
Miel	0,043	209,971	10,499	<sup>2</sup>
Lentilles	0,006	156,751	7,838	<sup>2</sup>
Bétail	171,082	80 245,892	4 012,295	<sup>2</sup>
Mohair	0,769	2,369	0,118	0,769
Graines de moutarde	0,002	14,997	0,750	<sup>2</sup>
Avoine	2,621	208,473	10,424	<sup>2</sup>
Vergers, vignobles, pépinières	0,688	32 755,848	1 637,792	<sup>2</sup>
Arachides	6,917	793,147	39,657	<sup>2</sup>
Volailles	27,692	28 031,965	1 401,598	<sup>2</sup>
Riz	25,975	3 209,236	160,462	<sup>2</sup>
Carthame	0,033	41,330	2,067	<sup>2</sup>
Sorgho	1,279	1 207,111	60,356	<sup>2</sup>
Fèves de soja	216,537	32 145,207	1 607,260	<sup>2</sup>
Sucre	1 249,373	2 556,289	127,814	1 249,373
Graines de tournesol	11,270	458,959	22,948	<sup>2</sup>
Patates douces	2,782	423,677	21,184	<sup>2</sup>

Désignation des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS calculée (Millions de \$)	Valeur de la production		MGS totale courante (Millions de \$)
		Montant <sup>1</sup> (Millions de \$)	5% de la valeur (Millions de \$)	
1	2	3	4	5
Blé	427,364	10 654,115	532,706	<sup>2</sup>
Laine	8,299	24,337	1,217	8,299
Total	5 450,977			4 267,032
MGS autre que par produit (d'après le tableau explicatif DS:9 ci-après)	6 074,188	284 651,630	14 232,582	<sup>2</sup>
<b>Total: MGS totale courante</b>				<b>4 267,032</b>

<sup>1</sup> Valeur de la production communiquée par le Service national de la statistique agricole (NASS), en général. On s'est fondé sur les encaissements extraits des chiffres relatifs au revenu agricole communiqués par le Service de recherche économique pour les fruits, y compris les fruits à coque, les légumes, les chevaux et mulets, d'autres animaux d'élevage et "d'autres produits", à l'exclusion des encaissements concernant certaines cultures pour lesquelles les rapports du NASS donnent la valeur effective de la production. La catégorie "Bétail" comprend les espèces admissibles au Programme d'indemnisations concernant le bétail (LIP), au Programme d'aide en cas de catastrophe pour le fourrage du bétail (LFP) et au Programme d'aide d'urgence pour le bétail (ELAP): bovins, ovins, volaille, porcins, caprins, lamas, alpacas, émeus, daims, cerfs, rennes et équins. La catégorie "Vergers, vignobles, pépinières" comprend les fruits, y compris les fruits à coque, des arbres, des arbustes et des vignes, de même que les produits de serre et de pépinière. La catégorie "Volailles" comprend tous les types de volailles pris en compte pour déterminer l'admissibilité des éleveurs aux versements prévus au titre du Programme d'aide aux éleveurs de volailles dont le contrat passé avec un négociant a été résilié (PGAP): viande de poulets à rôti et autres poulets, et œufs.

<sup>2</sup> La MGS n'est pas soumise à réduction ni à inclusion dans la MGS courante car la MGS calculée est inférieure à 5 pour cent de la valeur de la production (exemption *de minimis*).

**SOUTIEN INTERNE: États-Unis****PÉRIODE CONSIDÉRÉE: campagne de commercialisation 2009***Mesures globales du soutien par produit: Soutien des prix du marché*

Désignation des produits	Campagne de commercialisation commençant ...	Type de mesure	Prix administré appliqué (\$/t)	Prix de référence extérieur (\$/t)	Production visée (Millions de t)	Redevances/prélèvements connexes (Millions de \$)	Soutien total des prix du marché (Millions de \$)	Nouvelles notes, sources des données
1	2	3	4	5	6	7	8 ((4-5)*6)-7	9
Beurre	1 <sup>er</sup> octobre 2009	Soutien des prix/contingent	2 314,853	1 279,000	0,696		720,954	<sup>1</sup>
Lait écrémé en poudre	1 <sup>er</sup> octobre 2009	Soutien des prix/contingent	2 028,252 1 763,698	1 342,000 1 342,000	0,042 0,642		28,823 270,730	<sup>1,2</sup>
Fromage cheddar	1 <sup>er</sup> octobre 2009	Soutien des prix/contingent	2 888,055 2 491,223	1 283,000 1 283,000	0,119 1,337		191,002 1 615,394	<sup>1,2</sup>
<b>Total produits laitiers</b>							<b>2 826,902</b>	
Sucre	1 <sup>er</sup> octobre 2009	Soutien des prix/contingent	402,344	230,824	7,235		1 240,947	<sup>3</sup>
<b>Total tous produits (avant l'application de l'exemption de minimis)</b>							<b>4 067,849</b>	

<sup>1</sup> Le prix de référence extérieur est le prix moyen pour la période 1986-1988 calculé à partir des prix communiqués par le FAS du Département de l'agriculture des États-Unis, f.a.b. Europe du Nord et autres ports du monde.

<sup>2</sup> Les prix administrés appliqués ont été temporairement relevés pendant la période allant du 1<sup>er</sup> août 2009 au 31 octobre 2009. La première ligne s'applique à octobre 2009 et la seconde ligne à la période novembre 2009-septembre 2010.

<sup>3</sup> Le prix de référence est fondé sur le prix moyen de la Caraïbe sur la période 1986-1988 ajusté de façon à inclure les frais de transport, d'un montant de 28,66 dollars par tonne (28,66 + 202,164 = 230,824). Le prix annuel de la Caraïbe représente la moyenne simple de 12 prix mensuels. Le prix administré appliqué correspond au taux de prêt annoncé pour le sucre de canne (18,25 cents par livre). La production admissible au bénéfice du soutien des prix du marché correspond à la production effective ou à la quantité globale à répartir (OAQ), le chiffre le moins élevé étant retenu, comme le prévoit la Loi sur l'agriculture de 2002 (PL 107-171), dispositif reconduit dans la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246). L'OAQ correspond à la quantité de sucre qui peut être commercialisée pendant n'importe quelle campagne, ce qui détermine le volume maximal de production admis au bénéfice du soutien des prix. La production admissible pour 2009 est la production effective de sucre.

SOUTIEN INTERNE: États-Unis

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: campagne de commercialisation 2009

Mesures globales du soutien par produit: versements directs non exemptés

Désignation des produits initiaux	Campagne de commercialisation commençant ...	Type de mesure	Prix administré appliqué (\$/t)	Prix de référence extérieur (\$/t)	Production visée (Millions de t)	Versements directs totaux liés aux prix (Millions de \$)	Autres versements directs non exemptés (Millions de \$)	Redevances/ prélevements (Millions de \$)	Versements directs totaux (Millions de \$)	Nouvelles notes, sources des données
1	2	3	4	5	6	7 ((4-5)*6)	8	9	10 (7+8-9)	11
Orge	1 <sup>er</sup> juin 2009	Versements au titre du programme ACRE					16,260			<sup>1</sup>
		Primes de complément pour prêts					2,949			
		Gains sur les crédits de commercialisation					0,005			
		Non-remboursement d'avances sur produits					0,002			
		Total partiel autres versements					19,216		19,216	
		Total partiel tous versements directs							<b>19,216</b>	
<hr/>										
Canola	1 <sup>er</sup> juillet 2009	Versements au titre du programme ACRE					0,014			<sup>1</sup>
		Total partiel autres versements					0,014		0,014	
		Total partiel tous versements directs							<b>0,014</b>	
<hr/>										
Maïs	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Versements au titre du programme ACRE					98,859			<sup>1</sup>
		Total partiel autres versements					98,859		98,859	
		Total partiel tous versements directs							<b>98,859</b>	
<hr/>										

1	2	3	4	5	6	7 ((4-5)*6)	8	9	10 (7+8-9)	11
Coton	1 <sup>er</sup> août 2009	Primes de complément pour prêts Gain sur l'échange de certificats Versements au titre de l'aide aux cultures Total partiel autres versements  Total partiel tous versements directs					5,521 4,195 23,403 33,119		33,119	2
Produits laitiers	1 <sup>er</sup> octobre 2009	Indemnités pour les produits laitiers Primes pour perte de parts de marché pour les produits laitiers (MILC) Total partiel autres versements  Total partiel tous versements directs					0,162 181,527 181,689		181,689	
Pois secs	1 <sup>er</sup> juillet 2009	Versement au titre du programme ACRE Total partiel autres versements  Total partiel tous versements directs					2,476 2,476		2,476	1
Graines de lin	1 <sup>er</sup> juillet 2009	Versement au titre du programme ACRE Total partiel autres versements  Total partiel tous versements directs					0,207 0,207		0,207	1

1	2	3	4	5	6	7 ((4-5)*6)	8	9	10 (7+8-9)	11
Bétail	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Versements à titre d'indemnisation concernant le bétail					62,374			3
		Aide d'urgence pour le bétail					11,634			4
		Versements au titre du fourrage pour le bétail					97,074			5
		Total partiel autres versements					171,082		171,082	
		Total partiel tous versements directs							171,082	
<hr/>										
Mohair	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Primes de complément pour prêts					0,767			
		Total partiel autres versements					0,767		0,767	
		Total partiel tous versements directs							0,767	
<hr/>										
Graines de moutarde	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Versement au titre du programme ACRE					0,001			1
		Total partiel autres versements					0,001		0,001	
		Total partiel tous versements directs							0,001	
<hr/>										
Avoine	1 <sup>er</sup> juin 2009	Versements au titre du programme ACRE					2,600			1
		Total partiel autres versements					2,600		2,600	
		Total partiel tous versements directs							2,600	
<hr/>										
Vergers, vignobles, pépinières	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Versements au titre de l'aide concernant les arbres					0,688			6
		Total partiel autres versements					0,688		0,688	
		Total partiel tous versements directs							0,688	
<hr/>										

1	2	3	4	5	6	7 ((4-5)*6)	8	9	10 (7+8-9)	11
Arachides	1 <sup>er</sup> août 2009	Versements au titre du programme ACRE					0,169			1
		Non-remboursement d'avances sur produits					0,038			
		Total partiel autres versements					0,207		0,207	
		Total partiel tous versements directs							<b>0,207</b>	
<hr/>										
Volailles	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Versements aux éleveurs de volailles en cas de perte de contrats					27,692			7
		Total partiel autres versements					27,692		27,692	
		Total partiel tous versements directs							<b>27,692</b>	
<hr/>										
Riz	1 <sup>er</sup> août 2009	Versements au titre de l'aide aux cultures					21,076			2
		Total partiel autres versements					21,076		21,076	
		Total partiel tous versements directs							<b>21,076</b>	
<hr/>										
Carthame	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Versement au titre du programme ACRE					0,032			1
		Total partiel autres versements					0,032		0,032	
		Total partiel tous versements directs							<b>0,032</b>	
<hr/>										
Sorgho	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Versement au titre du programme ACRE					1,238			1
		Total partiel autres versements					1,238		1,238	
		Total partiel tous versements directs							<b>1,238</b>	
<hr/>										

[illegible]



1	2	3	4	5	6	7 ((4-5)*6)	8	9	10 (7+8-9)	11
Laine	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Primes de complément pour prêts Total partiel autres versements					8,298 8,298		8,298	
		Total partiel tous versements directs							<b>8,298</b>	
<hr/>										
<b>Tous produits (avant l'application de l'exemption de minimis)</b>	2009	Total partiel tous versements directs					1 217,544		<b>1 217,544</b>	

<sup>1</sup> Le Programme optionnel fondé sur le revenu moyen des cultures (ACRE) a été autorisé en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008. Les producteurs de marchandises couvertes et/ou d'arachides qui choisissent de participer au programme ACRE doivent s'inscrire pour la totalité des surfaces plantées en marchandises couvertes et en arachide de l'exploitation. Les producteurs peuvent choisir de s'inscrire au programme ACRE à n'importe quel moment à partir de la campagne agricole 2009 et pendant toute la durée d'application de la Loi sur l'agriculture de 2008, mais, une fois inscrite, l'exploitation reste dans le programme jusqu'en 2012. Les versements directs sont réduits de 20 pour cent et les taux des prêts à la commercialisation sont réduits de 30 pour cent dans les exploitations inscrites.

<sup>2</sup> Les versements au titre du Programme d'aide pour les pertes de récoltes (CAP) ont été mis à la disposition des producteurs de produits désignés (coton upland, riz, fèves de soja et patates douces) dans les comtés déclarés sinistrés par suite de l'humidité excessive et des conditions associées à cette situation en 2009. Il a été demandé aux producteurs de certifier une perte de 5 pour cent ou plus. On ne dispose pas de données concernant les versements par produit. La part des versements par produit a été estimée à partir de la valeur de la production de chaque produit pour 2009.

<sup>3</sup> Les versements au titre du Programme d'indemnités pour le bétail (LIP) ont été autorisés en vertu de la Loi de 2008 sur l'agriculture. Le LIP accorde des versements aux éleveurs remplissant les conditions requises dans les cas où les pertes de bétail excèdent le taux de mortalité normal du fait de mauvaises conditions météorologiques. On ne dispose pas de données indiquant la part des versements alloués aux différentes catégories de bétail admissibles.

<sup>4</sup> Les versements au titre du Programme d'aide d'urgence pour le bétail (ELAP) ont été autorisés en vertu de la Loi de 2008 sur l'agriculture. L'ELAP accorde une aide d'urgence aux éleveurs de bétail, apiculteurs et pisciculteurs admissibles en cas de pertes dues à des maladies, de mauvaises conditions météorologiques ou d'autres situations qui ne sont pas couvertes par d'autres programmes au titre de l'Aide supplémentaire en cas de catastrophe agricole. On ne dispose pas de données indiquant la part des versements alloués aux différentes catégories de bétail, d'abeilles et de poissons d'élevage prises en compte.

<sup>5</sup> Les versements au titre du Programme d'aide en cas de catastrophe pour le fourrage du bétail (LFP) ont été autorisés en vertu de la Loi de 2008 sur l'agriculture. Le LFP accorde des versements aux éleveurs admissibles des catégories de bétail visées en cas de pertes de pâturages dues à la sécheresse ou à des incendies (sur des terres gérées par la collectivité). On ne dispose pas de données indiquant la part des versements alloués aux différentes catégories de bétail admissibles.

<sup>6</sup> Les versements au titre du Programme d'aide concernant les arbres (TAP) ont été autorisés en vertu de la Loi de 2008 sur l'agriculture. Le TAP accorde une aide aux arboriculteurs fruitiers et aux pépiniéristes remplissant les conditions requises pour replanter ou remettre en état des arbres, arbustes et vignes endommagés par des catastrophes naturelles. On ne dispose pas de données indiquant la part des versements alloués aux différentes catégories d'arbres, d'arbustes et de vignes admissibles.

<sup>7</sup> Le Programme d'aide aux éleveurs de volailles dont le contrat passé avec un négociant a été résilié (PGAP) accordait des dons à certains États afin de leur permettre d'apporter une aide aux éleveurs de volailles dont les contrats d'élevage avec un négociant de volailles vivantes avaient été résiliés pour cause de faillite du négociant. On ne dispose pas de données indiquant la part des versements alloués pour les différentes catégories de volailles admissibles.

#### Références des Public Laws:

Public Law n° 110-246, Loi de 2008 sur l'alimentation, la conservation et l'énergie (Loi sur l'agriculture de 2008). 18 juin 2008.

SOUTIEN INTERNE: États-Unis

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: campagne de commercialisation 2009

Mesures globales du soutien par produit: Autre soutien par produit et MGS totale par produit

Désignation des produits	Campagne de commercialisation commençant ...	Type de mesure	Autres dépenses budgétaires par produit (Millions de \$)	Autre soutien par produit (Millions de \$)	Redevances/ prélèvements (Millions de \$)	Total autre soutien (Millions de \$)	Soutien des prix du marché (d'après le tableau explicatif DS:5) (Millions de \$)	Versements directs non exemptés (d'après le tableau explicatif DS:6) (Millions de \$)	MGS totale (Millions de \$)	Nouvelles notes, sources des données
1	2	3	4	5	6	7 (4+5-6)	8	9	10 (7+8+9)	11
Orge	1 <sup>er</sup> juin 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,424							
		Total partiel autre soutien	0,424		0,110	0,314				<sup>1</sup>
		MGS TOTALE				0,314		19,216	<b>19,530</b>	
Canola	1 <sup>er</sup> juillet 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,064							
		Total partiel autre soutien	0,064		0,022	0,042				<sup>1</sup>
		MGS TOTALE				0,042		0,014	<b>0,056</b>	
Maïs	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	28,742							
		Total partiel autre soutien	28,742		8,535	20,207				<sup>1</sup>
		MGS TOTALE				20,207		98,859	<b>119,066</b>	
Coton	1 <sup>er</sup> août 2009	Primes de stockage	0,262							
		Bonification d'intérêts pour avances sur produits	22,444							
		Coton upland (EAA)	75,635							
		Primes de commercialisation à l'utilisateur de coton ELS	27,866							
		Total partiel autre soutien	126,207		11,053	115,154				<sup>1</sup>
		MGS TOTALE				115,154		33,119	<b>148,273</b>	

1	2	3	4	5	6	7 (4+5-6)	8	9	10 (7+8+9)	11
Produits laitiers	1 <sup>er</sup> octobre 2009	MGS TOTALE					2 826,902	181,689	<b>3 008,591</b>	
Pois secs	1 <sup>er</sup> juillet 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,061							
		Total partiel autre soutien	0,061		0,019	0,042				1
		MGS TOTALE				0,042		2,476	<b>2,518</b>	
Graines de lin	1 <sup>er</sup> juillet 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,006							
		Total partiel autre soutien	0,006		0,002	0,004				1
		MGS TOTALE				0,004		0,207	<b>0,211</b>	
Miel	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,065							
		Total partiel autre soutien	0,065		0,022	0,043				1
		MGS TOTALE				0,043			<b>0,043</b>	
Lentilles	1 <sup>er</sup> juillet 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,011							
		Total partiel autre soutien	0,011		0,005	0,006				1
		MGS TOTALE				0,006			<b>0,006</b>	
Bétail	1 <sup>er</sup> janvier 2009	MGS TOTALE						171,082	<b>171,082</b>	
Mohair	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,002							
		Total partiel autre soutien	0,002		0,000	0,002				1
		MGS TOTALE				0,002		0,767	<b>0,769</b>	

1	2	3	4	5	6	7 (4+5-6)	8	9	10 (7+8+9)	11
Graines de moutarde	1 <sup>er</sup> juin 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,002							
		Total partiel autre soutien	0,002		0,001	0,001				1
		MGS TOTALE				0,001		0,001	<b>0,002</b>	
<hr/>										
Avoine	1 <sup>er</sup> juin 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,028							
		Total partiel autre soutien	0,028		0,007	0,021				1
		MGS TOTALE				0,021		2,600	<b>2,621</b>	
<hr/>										
Vergers, vignobles, pépinières	1 <sup>er</sup> janvier 2009	MGS TOTALE						0,688	<b>0,688</b>	
<hr/>										
Arachides	1 <sup>er</sup> août 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	9,706							
		Total partiel autre soutien	9,706		2,996	6,710				1
		MGS TOTALE				6,710		0,207	<b>6,917</b>	
<hr/>										
Volailles	1 <sup>er</sup> janvier 2009	MGS TOTALE						27,692	<b>27,692</b>	
<hr/>										
Riz	1 <sup>er</sup> août 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	7,118							
		Total partiel autre soutien	7,118		2,219	4,899				1
		MGS TOTALE				4,899		21,076	<b>25,975</b>	
<hr/>										
Carthame	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,002							
		Total partiel autre soutien	0,002		0,001	0,001				1
		MGS TOTALE				0,001		0,032	<b>0,033</b>	
<hr/>										

1	2	3	4	5	6	7 (4+5-6)	8	9	10 (7+8+9)	11
Sorgho	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,072							
		Total partiel autre soutien	0,072		0,031	0,041				1
		MGS TOTALE				0,041		1,238	<b>1,279</b>	
Fèves de soja	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	8,366							
		Total partiel autre soutien	8,366		2,993	5,373				1
		MGS TOTALE				5,373		211,164	<b>216,537</b>	
Sucre	1 <sup>er</sup> octobre 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	12,710							
		Total partiel autre soutien	12,710		4,284	8,426				1
		MGS TOTALE				8,426	1 240,947		<b>1 249,373</b>	
Graines de tournesol	1 <sup>er</sup> septembre 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,134							
		Total partiel autre soutien	0,134		0,044	0,090				1
		MGS TOTALE				0,090		11,180	<b>11,270</b>	
Patates douces	1 <sup>er</sup> juillet 2009	MGS TOTALE						2,782	<b>2,782</b>	
Blé	1 <sup>er</sup> juin 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	5,675							
		Total partiel autre soutien	5,675		1,468	4,207				1
		MGS TOTALE				4,207		423,157	<b>427,364</b>	

1	2	3	4	5	6	7 (4+5-6)	8	9	10 (7+8+9)	11
Laine	1 <sup>er</sup> janvier 2009	Bonification d'intérêts pour avances sur produits	0,001							
		Total partiel autre soutien	0,001		0,000	0,001				<sup>1</sup>
		MGS TOTALE				0,001		8,298	<b>8,299</b>	
<hr/>										
<b>Tous produits (avant l'application de l'exemption de minimis)</b>	2009	MGS TOTALE	199,396	0,000	33,812	165,584	4 067,849	1 217,544	<b>5 450,977</b>	

<sup>1</sup> Les redevances/prélèvements comprennent les commissions de montage de prêt et les commissions connexes pour la plupart des produits bénéficiant d'un prêt.

## SOUTIEN INTERNE: États-Unis

## PÉRIODE CONSIDÉRÉE: Campagne de commercialisation 2009 et exercice budgétaire 2009

MGS autre que par produit

Type de mesure	Dépenses budgétaires ne portant pas sur des produits déterminés (Millions de \$)	Autre soutien ne visant pas des produits déterminés (Millions de \$)	Redevances/ prélèvements connexes (Millions de \$)	Soutien total ne visant pas des produits déterminés (Millions de \$)	Sources des données et observations
1	2	3	4	5 (2+3-4)	6
Travaux d'irrigation relevant de la Direction de l'aménagement du territoire Projets dans 17 États de l'Ouest		203,828		203,828	Sur la base d'une "méthode de financement de la dette". Un taux d'intérêt à long terme est appliqué au solde non réglé des investissements en capital, par le gouvernement, dans des installations d'irrigation, pour obtenir la subvention. Les utilisateurs de ces installations remboursent la dette du projet à hauteur du principal, sans les intérêts.
Dépenses budgétaires fédérales nettes pour le bétail en pâture sur des terres fédérales (données relatives aux exercices budgétaires)	63,353		18,589	44,764	Les données ci-contre représentent les dépenses budgétaires nettes pour le bétail en pâture sur des terrains de parcours publics dans 16 États de l'Ouest, gérés par le Service des forêts (FS) et la Direction de la gestion des terres (BLM). Les dépenses budgétaires nettes comprennent (en tant que dépenses négatives) les recettes générées par les redevances payées par les éleveurs, mais ne comprennent pas les autres frais à la charge des éleveurs, par exemple la construction et l'entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de clôtures. La prise en compte de ces autres frais non imputables à des redevances pourrait réduire le montant des dépenses nettes et peut-être l'amener à un niveau nul. Ce sont les données relatives aux exercices budgétaires qui sont utilisées ici.
Assurance-récolte et revenu subventionnée par la Compagnie fédérale d'assurance des récoltes (données relatives aux campagnes agricoles) Subventions de primes accordées aux producteurs	5 426,006			5 426,006	Les producteurs peuvent choisir un des divers types de plans d'assurance du rendement des récoltes ou du revenu mis à disposition chaque année. Les primes à verser pour les assurances souscrites sont subventionnées. Le niveau de garantie (de couverture) choisi se situe généralement entre 50 pour cent et 85 pour cent du rendement moyen antérieur ou du revenu escompté. Ces chiffres concernent le Plan pour les risques collectifs (GRP) lancé en 1993 ainsi que le Plan d'assurance-revenu de groupe (GRIP) et le Plan concernant le revenu brut ajusté (AGR), lancés tous deux en 1999. Les indemnités prévues dans le GRP et le GRIP sont versées lorsque les résultats à l'échelle d'un comté sont inférieurs au niveau garanti, qui peut atteindre 90 pour cent du rendement ou du revenu escompté.
Assurance-revenu des récoltes complémentaire (SURE) (données relatives aux campagnes agricoles)	166,544			166,544	Les versements au titre de l'assurance-revenu des récoltes complémentaire (SURE) sont accordés aux producteurs remplissant les conditions requises qui opèrent dans des exploitations situées dans des comtés sinistrés et qui ont subi des pertes de production ou des baisses de qualité des récoltes durant une campagne agricole. Les versements s'élèvent à 60 pour cent de la différence entre la garantie au titre du programme d'aide en cas de catastrophe et le revenu total de l'exploitation, lequel englobe toutes les récoltes obtenues sur l'exploitation et les versements publics. Autorisé en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).

Type de mesure	Dépenses budgétaires ne portant pas sur des produits déterminés (Millions de \$)	Autre soutien ne visant pas des produits déterminés (Millions de \$)	Redevances/ prélèvements connexes (Millions de \$)	Soutien total ne visant pas des produits déterminés (Millions de \$)	Sources des données et observations
1	2	3	4	5 (2+3-4)	6
Versements anticycliques (données relatives aux campagnes agricoles)	220,543			220,543	Versements lorsque les prix des produits visés par le programme tombent en dessous d'un certain niveau. Les versements sont fonction des superficies et des rendements antérieurs et il n'est pas nécessaire que les marchandises produites par le passé soient encore en production. Autorisé en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2002 (PL 107-171).
Prêts pour les installations de stockage au niveau des exploitations	4,572			4,572	Prêts bonifiés accordés à des exploitants agricoles pour leur permettre de construire ou de moderniser, dans leurs exploitations, des installations de manutention et d'entreposage du grain. Ce programme a été autorisé en vertu de la Loi de 1949 portant établissement de la Commodity Credit Corporation. Il a été interrompu au début des années 1980 et rétabli au cours de l'exercice budgétaire 2000.
Programme d'aide aux cultures de biomasse (données relatives aux exercices budgétaires)	7,931			7,931	Aide financière aux producteurs ou entités qui fournissent des matières admissibles provenant de la biomasse à des installations désignées de conversion de la biomasse, aux fins de leur utilisation comme source de chaleur ou d'énergie électrique ou comme produits d'origine biologique ou biocarburants. L'aide est fournie au titre des frais de ramassage, de récolte, d'entreposage et de transport associés à la fourniture des matières admissibles. Autorisé en vertu de la Loi sur l'agriculture de 2008 (PL 110-246).
<b>Soutien total ne visant pas des produits déterminés</b>	<b>5 888,949</b>	<b>203,828</b>	<b>18,589</b>	<b>6 074,188</b>	La MGS n'est pas soumise à réduction car le soutien total est inférieur à 5 pour cent de la valeur de la production de l'agriculture des États-Unis. <b>(0,05*284 652 millions de \$ = 14 233 millions de \$ en 2009)</b>

Références des Public Laws:

*Public Law* n° 107-171, Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural (13 mai 2002).

*Public Law* n° 110-246, Loi de 2009 sur l'alimentation, la conservation et l'énergie (18 juin 2008).